

A Cuba, « On cherche de la nourriture tous les jours »

La quasi-totalité des habitants de l'île, autrefois exportatrice de produits agricoles, peine désormais à se nourrir

REPORTAGE

LA HAVANE - envoyée spéciale

Derrière des immeubles d'un quartier périphérique de La Havane, de petits carrés de terre sont bien entretenus entre des lignes de bananiers. Sergio (tous les prénoms ont été changés) porte deux seaux à bout de bras pour arroser ses pieds de tomates. « Les tomates, c'est un luxe, je ne les mange pas, je les revends à prix d'or », dit-il en souriant. Il sort un mouchoir de sa poche, le frotte avec du savon et enlève méticuleusement les pucerons : « Ce serait plus efficace avec des produits chimiques mais il n'y en a pas. Même le savon vient parfois à manquer. »

Sergio n'est pas agriculteur mais fonctionnaire. Son lopin de terre est cependant devenu une source de revenu équivalente au salaire qu'il touche au ministère de la santé. Avec plusieurs voisins, ils ont défriché cette parcelle occupée par des ronces il y a trois ans et se relaient désormais, la nuit, pour protéger leurs cultures d'éventuels voleurs : « Le jardin fait des envieux, car beaucoup dans le quartier ne mangent pas à leur faim. Le seul aliment disponible et gratuit, ce sont les bananes qui poussent partout. On peut dire que les Cubains ne manquent pas de potassium. »

Grave crise sociale

Selon la dernière enquête sur l'insécurité alimentaire menée en 2024 par l'ONG Food Monitor Program auprès de 2 700 foyers dans toutes les provinces de l'île, 96,27 % des personnes interrogées ont reconnu avoir de sérieuses difficultés pour se nourrir. Le même nombre (96,61 %) estime que la libreta, le carnet d'alimentation donné à chaque famille cubaine, est totalement insuffisante pour couvrir leurs besoins. Les légumes et les fruits, à l'exception des bananes et des mangues, sont particulièrement rares aujourd'hui dans leur diète.

Depuis la pandémie de Covid-19 et avec l'établissement de nouvelles sanctions par l'ancien président américain Donald Trump, conservées par Joe Biden, Cuba est plongée dans une grave crise sociale. La hausse des prix sur un an, voisine de 70 % fin 2021, est revenue aux alentours de 30 % ces derniers mois, selon l'institut des statistiques cubain. La majeure partie des aliments est désormais importée, exacerbant les inégalités au sein de la société cubaine. C'est pourquoi les petits jardins à la périphérie des villes comme celui de Sergio et de ses voisins sont

« Les tomates, c'est un luxe, je ne les mange pas, je les revends à prix d'or », explique Sergio, un fonctionnaire

devenus si importants pour améliorer les repas et les revenus.

L'Etat cubain avait distribué des terres en usufruit à partir des années 1990 pour tenter de relancer une production agricole qui s'était effondrée en même temps que le bloc communiste. « Cuba a beaucoup investi dans son agriculture et, dans les années 1980, elle était même la plus moderne d'Amérique latine, explique l'anthropologue Marie Aureille, doctorante à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et spécialiste de l'agriculture cubaine. Mais cette production était principalement destinée à l'exportation en particulier pour le sucre, le tabac et les agrumes. Surtout, cette agriculture a toujours été très dépendante des intrants agricoles : carburant, semences et fertilisants. A chaque fois que ces intrants ont manqué, que ce soit lors de la chute du bloc communiste ou plus récemment avec la crise liée au Covid-19, la production agricole s'est effondrée. »

Les fermes d'Etat et les coopératives qui suivent ce modèle productiviste ont aujourd'hui de très faibles rendements. Les petits agriculteurs s'en sortent souvent mieux tout en jonglant sans cesse avec des difficultés liées à celles de l'île. Mariana cultive 7 hectares à une vingtaine de kilomètres de La Havane, et son premier problème consiste à trouver de la main-d'œuvre pour les récoltes. L'émigration, qui a redoublé ces dernières années, a beaucoup touché la population rurale. Selon la police aux frontières américaine (Customs and Border Protection ou CBP), plus de 850 000 Cubains sont entrés aux Etats-Unis depuis octobre 2021.

« L'autre difficulté consiste à satisfaire les demandes de la coopérative agricole de ma région, pour qui il faut toujours réserver une partie de la production, note cette agricultrice. Leurs prix sont extrêmement bas et, surtout, ils n'ont souvent pas de transport pour venir chercher les produits. Ainsi, j'ai déjà eu des récoltes qui pourrissaient soit par manque de main-d'œuvre, soit par manque de camions. »

Dans une autre petite exploitation, également proche de la capitale, ce sont les outils qui man-



Un entrepreneur fait sécher des bananes pour en faire de la farine, près de La Havane, le 22 novembre 2023. ALEXANDRE MENEGHINI/REUTERS

quent pour défricher de nouvelles terres. « Nous n'avons rien, sauf de vieilles machettes. Il nous faudrait au moins des gants ! Et puis nous serions tellement plus efficaces avec un système d'irrigation », décrit Anita, une jeune femme de 30 ans. Cette famille de quatre personnes emploie trois travailleurs agricoles et cherche sans cesse des solutions à la crise. « On produit des farines à base de coco, bananes et manioc, car ce sont des aliments qui existent en abondance sur l'île. On ne peut plus dépendre de l'extérieur ni de ce que nous fournira la coopérative agricole pour planter », détaille son frère de 27 ans.

Centrales sucrières fermées

Dans son rapport remis aux Nations unies le 12 septembre, Cuba estime que l'embargo américain contre l'île, mis en place en 1962, est responsable d'un préjudice pour son économie estimé à plus de 5 milliards de dollars (4,47 milliards d'euros), entre mars 2023 et février de cette année. Le régime l'a toujours qualifié de « criminel », car il provoque en premier lieu des pénuries alimentaires. Mais la politique menée par les dirigeants cubains ces dernières an-

nées a aussi eu des effets désastreux. A commencer par la production de sucre, que Cuba importe aujourd'hui pour sa propre consommation alors qu'il était auparavant échangé contre d'autres produits à l'intérieur de l'ancien bloc communiste.

« Le gouvernement a décidé de fermer la moitié des centrales sucrières en 2002, car le prix du sucre s'était effondré », rappelle Omar Perez Villanueva, ancien professeur d'économie à l'université de La Havane, sans prendre en compte que le prix fluctue toujours sur le marché international et que ces centrales étaient très utiles pour notre économie. Elles permettent de produire également de l'éthanol ou des aliments pour les animaux, ce qui manque aujourd'hui. Avec le peu de pièces de rechange, d'autres centrales ont fermé et il n'en reste plus que 25 en activité aujourd'hui, contre 154 dans les années 2000. »

Au début des années 2000, l'île produisait encore 4 millions de tonnes de sucre par an. Aujourd'hui, sa production ne dépasse pas les 300 000 tonnes alors que ses besoins intérieurs s'élèvent à 700 000 tonnes. « L'investissement dans le secteur primaire est bien trop faible pour soutenir la produc-

« J'ai déjà eu des récoltes qui pourrissaient soit par manque de main-d'œuvre, soit par manque de camions », déplore Mariana, une agricultrice

tion agricole : il représente 3 % du PIB quand il est de 30 % au Vietnam, par exemple, un pays également gouverné par un régime communiste », estime l'économiste Jérôme Leleu, spécialiste de Cuba.

Les économistes s'accordent pour reconnaître qu'il était nécessaire d'unifier les deux monnaies cubaines en faisant disparaître le peso convertible (CUC), aligné sur le dollar. L'un, le peso convertible, était surévalué, quand l'autre, le peso cubain, perdait toujours plus de valeur. Mais, selon ces mêmes économistes, cette unification n'aurait pas dû avoir lieu en pleine pandémie, en janvier 2021.

L'Etat comme les mipymes, ces petites et moyennes entreprises

qui ont été autorisées en 2021, sont toujours à la recherche de devises afin d'importer des produits sur l'île. Ainsi les sites Internet de vente de produits alimentaires sont de plus en plus utilisés par les Cubains de l'étranger pour nourrir leurs familles. Mais il faut payer en dollars, ce qui augmente encore l'inégalité entre ceux qui ont et ceux qui n'ont pas une aide extérieure. « Les mipymes ont provoqué une inflation des prix alimentaires, c'est vrai. Mais la responsabilité première revient à l'Etat. Le gouvernement devrait inciter à la production, favoriser des aides techniques et des achats en gros », considère un entrepreneur et créateur d'un de ces sites Internet.

Avec l'alimentation, c'est désormais l'eau potable qui manque, à cause des coupures de courant et du mauvais état des installations hydrauliques. Là encore, le gouvernement n'a pas anticipé un problème qui a empiré ces dernières années. « On recherche de la nourriture tous les jours et maintenant de l'eau. Rien ne nous aura été épargné », estime Sergio, qui va se ravitailler, pour ses tomates, dans un hôpital, encore approvisionné. ■

ALICE SOLEDAD

La visite du pape en Belgique très attendue par les victimes de prêtres

Des personnes agressées sexuellement au sein de l'Eglise pressent le souverain pontife de mettre en place des outils de prévention de ces crimes

BRUXELLES - correspondant

Après un séjour de quelques heures au Luxembourg, le pape François doit arriver à Bruxelles, jeudi 26 septembre au soir, pour une visite qui s'achèvera, dimanche matin, par une messe au stade Roi-Baudouin. Initialement destiné à célébrer le 600^e anniversaire de l'Université catholique de Louvain, scindée depuis 1968 en une aile néerlandophone et une francophone à la suite d'une révolte des étudiants nationalistes flamands, ce voyage apostolique est très attendu par les victimes d'agressions sexuelles au sein de l'Eglise catholique belge.

Le 5 septembre, plusieurs d'entre elles ont adressé une lettre au

pape, l'invitant à reconnaître leur souffrance, à mettre en place des outils de prévention et à faire ouvrir les archives de l'Eglise. Une rencontre entre François et quinze victimes est prévue vendredi, en un endroit tenu secret afin de permettre, selon les autorités vaticanes, « un échange authentique ». La Conférence des évêques de Belgique se montre très discrète sur le sujet, notamment quant au mode de sélection des participants.

D'autres hommes et femmes ayant subi des abus devraient être présents, vendredi matin, lors d'une réception du pape au palais royal de Laeken, ainsi que des victimes d'adoptions forcées. En décembre 2023, la presse flamande avait révélé qu'au moins trente mille bébés, mis au monde par des

jeunes femmes célibataires que leurs parents avaient envoyées dans des institutions religieuses, dans le département français du Nord, notamment, pour qu'elles y accouchent, avaient été enlevés de force et vendus à des parents adoptants. Ce scandale a duré de l'après-guerre jusqu'au début des années 1980.

Eviter une enquête judiciaire

Fondateur du groupe Droits humains dans l'Eglise, le prêtre flamand Rik Devillé déplore le secret qui entoure l'entrevue de vendredi soir et le fait que des victimes seront, selon lui, « à nouveau enfermées dans leur rôle passé ». « Le pape connaît déjà tous ces dossiers. Il serait bon qu'il punisse plutôt les auteurs et qu'il prenne les plaintes

au sérieux », estime le prêtre, désormais retraité.

Parmi les absents figurera Joël Devillet, qui fut l'un des premiers à attirer l'attention sur la question des violences sexuelles dans l'Eglise quand il a publié, en 2009, un livre révélant qu'il avait, dans sa jeunesse, été violé par le prêtre de sa paroisse, à Aubange, dans la province de Luxembourg. Il avait expliqué que les autorités ecclésiastiques avaient tout fait pour éviter une enquête judiciaire et comment l'évêque de Namur et futur primat de Belgique, André-Joseph Léonard, n'avait pas réagi aux informations qui lui étaient parvenues sur le sort du jeune garçon, dont l'agresseur a, ensuite, récidivé dans une autre paroisse.

Le prédécesseur de M^{gr} Léonard à la tête de l'Eglise belge, Godfried Danneels, avait, lui, été accusé par deux prêtres flamands de n'avoir rien fait alors qu'il avait été informé dès 1993 du comportement déviant de l'évêque de Bruges, Roger Vangheluwe. Cette affaire a déclenché une tempête pour le clergé. Auteur de centaines de viols sur ses deux neveux - faits qu'il a qualifiés de « petite relation » -, M. Vangheluwe a démissionné en 2010. Et ce n'est qu'en mars que le pape l'a renvoyé de l'état clérical, sous la pression des victimes et du gouvernement. A cette fin, le ministre de la justice avait livré à Rome un dossier comportant les milliers d'images pornographiques retrouvées en 2012 dans l'ordinateur de l'évêque.

Roger Vangheluwe, réfugié dans une abbaye française et jamais condamné car les faits dont il est accusé, datant des années 1970 et 1980, étaient prescrits, a été dénoncé, en 2023, par d'autres victimes. Elles témoignaient dans *Oubliés de Dieu*, un documentaire de la télévision publique flamande VRT, qui a provoqué un tel émoi qu'une commission parlementaire a été constituée, fin 2023, après une précédente en 2010.

Cette fois, les députés, qui ont reçu près de deux cents nouveaux signalements d'abus, ont recommandé que toute la lumière soit enfin faite sur l'échec d'une enquête judiciaire lancée en 2010 et qui n'a, étrangement, jamais livré le moindre résultat. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS